



## Iles Marshall (République des)

### I. Dispositions relatives à la transmission des actes

Cadre juridique : Convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale.

La convention prévoit notamment un **mode de transmission principal**<sup>1</sup> : l'huissier de justice ou le greffe compétent pour la notification adresse la demande au moyen du [formulaire](#) annexé à la Convention, accompagné de l'acte à notifier en double exemplaire, directement [à l'autorité centrale désignée par les Iles Marshall](#).

Les Iles Marshall exigent que les documents, transmis selon ce mode de transmission, soient traduits ou accompagnés d'une traduction en langue anglaise.

Les Iles Marshall ont déclaré ne pas s'opposer aux **autres modes de transmission**<sup>2</sup> suivants prévus par la Convention :

-faculté pour les huissiers de justice ou le greffe, lorsqu'il est compétent, de faire procéder à la signification ou notification de l'acte judiciaire ou extrajudiciaire directement par les soins des officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétents dans les Iles Marshall

-faculté pour toute personne intéressé à une instance judiciaire, de faire procéder à la signification ou notification de l'acte judiciaire ou extrajudiciaire directement par les soins des officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétents dans les Iles Marshall

<sup>1</sup>Article 3 de la Convention de La Haye du 15 novembre 1965

<sup>2</sup> Article 10 de la Convention de La Haye du 15 novembre 1965

Pour plus d'information concernant l'application de la Convention de La Haye du 15 novembre 1965 par les Iles Marshall, il convient de bien vouloir consulter le [portail internet de la Conférence de La Haye](#).

\*\*\*

#### **IMPORTANT :**

- Lorsque l'acte est destiné à être notifié à l'État de la République des Iles Marshall ou à tout autre bénéficiaire de l'immunité de juridiction, il convient de le transmettre par la voie diplomatique.
- L'acte peut être notifié par voie consulaire directe lorsque le destinataire de l'acte est de nationalité française<sup>3</sup>
- Il convient également de transmettre les avis de mise en recouvrement (actes en matière fiscale) par la voie diplomatique ou consulaire.

Dans ces trois derniers cas, l'acte est remis au parquet territorialement en France, par l'huissier de justice ou le greffe compétent pour notifier, accompagné du [formulaire de transmission dit F3](#). Le mode de transmission doit être clairement indiqué.

Il revient ensuite au parquet de faire parvenir l'acte, accompagné du [bordereau de transmission](#) directement au Ministère de la Justice (Direction des affaires civiles et du sceau - Département de l'entraide, du droit international privé et européen).

## **II. Dispositions relatives à l'assistance judiciaire internationale**

Il n'existe pas de dispositions conventionnelles applicables en ce domaine avec cet Etat.

## **III. Dispositions relatives à l'obtention des preuves**

Cadre juridique : [les articles 734 et suivants du code de procédure civile](#) relatifs aux commissions rogatoires à destination de l'étranger.

La juridiction française qui souhaite l'accomplissement d'une mesure d'instruction dans les Iles Marshall doit décerner une commission rogatoire internationale confiée :

- soit à toute autorité judiciaire marshallaise compétente,

<sup>3</sup> Article 8 de la Convention de La Haye du 15 novembre 1965

- soit aux autorités diplomatiques ou consulaires françaises lorsque la mesure concerne un ressortissant français.

Conformément aux articles 734-1 et 734-2 du code de procédure civile, la commission rogatoire est remise par l'intermédiaire du parquet au ministère de la Justice (Direction des affaires civiles et du sceau - Département de l'entraide, du droit international privé et européen) pour transmission au ministère de l'Europe et des affaires étrangères aux fins de saisine soit des autorités marshallaises, soit du poste diplomatique ou consulaire concerné.

\*\*\*

#### IMPORTANT :

- Lorsque la commission rogatoire est **décernée aux autorités diplomatiques ou consulaires françaises**, elle n'a pas besoin d'être accompagnée d'une traduction en langue anglaise, puisque dans ce cas, seuls peuvent être auditionnés des ressortissants français.
- La commission rogatoire doit être accompagnée **d'une traduction en anglais** lorsque celle-ci est adressée aux autorités marshallaises compétentes.